

La Guadeloupe est au niveau du Guyana pour l'eau et l'assainissement : le constat qui fait mal

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

12 janvier 2026



L'Office de l'Eau a présenté mardi 6 janvier les chiffres de l'eau 2023, les plus récents dont il dispose, à l'Université régionale des métiers et de l'artisanat (Urma) à Saint-Claude.

Autour de la table de conférence étaient réunis les principaux acteurs du secteur : Dominique Laban, directeur général du Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (Smgeag), Isabelle Amirail-Jomie, présidente déléguée de l'Office de l'eau de Guadeloupe, Guy Losbar, président du Département, Thierry Devimeux, préfet, Sylvie Gustave dit Duflot, présidente de l'Office français de la biodiversité et

vice-présidente de la Région Guadeloupe chargée de la commission environnement, eau et cadre de vie, et Patrick Saint-Martin, directeur de la sécurité sanitaire à l'Agence régionale de la santé (ARS) (de gauche à droite photo ci-dessus).

D'emblée, Isabelle Amirail-Jomie a choisi de s'appuyer sur le bon chiffre de l'année 2023 pour dresser un premier bilan encourageant. Pour la première fois depuis 2014, les prélèvements sur le milieu naturel ont diminué (-4 %). C'est 4,8 millions de mètres cubes d'eau prélevés de moins par rapport à 2021. En sachant qu'à cette date, le volume d'eau prélevé était déjà stabilisé. Celle qui a la charge de suivre la ressource et d'animer la politique de l'eau a poursuivi sur sa tonalité encourageante en saluant « *l'amélioration du rendement du réseau d'eau brut du conseil départemental* » et la baisse conséquente des prélèvements pour l'irrigation. Elle a crédité les actions concrètes auxquelles ces résultats sont attribuables : « *les travaux menés sur les infrastructures d'eau potable, la réparation des fuites et le renouvellement des canalisations* », en citant les progrès à Pointe-Noire, Lamentin et Marie-Galante.

Le ton s'est rapidement durci avec Sylvie Gustave dit Duflot qui s'exprimait au nom de la Région et de la protection de la biodiversité. Sylvie Gustave dit Duflot a emprunté un ton plus critique et exigeant. Après avoir mis en avant le bon état du milieu aquatique, félicité l'Office de l'eau, fait mention de « *la solidarité nationale envers la Guadeloupe* » pour ce qui concerne la gestion et la distribution de l'eau potable et de l'assainissement, elle s'est montrée sans concession face aux manquements. Elle a fustigé le désengagement collectif et le danger qu'il représente : « *Comment peut-on continuer à faire jouer la solidarité nationale quand 34 % des usagers ne paient pas leur facture d'eau ?* » a-t-elle interrogé. Puis la présidente de l'OFB a tancé le Smgeag pour son « *non-paiement des redevances dues à l'Office de l'eau* ». Avant de condamner la pérennité du modèle où « *trop d'usagers* » ne paient pas leur facture d'eau.

« Une pollution silencieuse s'installe »

Directement interpellé, Dominique Laban a esquisé une réponse organisationnelle. Il a rappelé que le Smgeag est en restructuration et « *sur le point de créer une régie personnalisée dotée d'une autonomie financière* » afin de clarifier les missions. Le directeur général a redit les priorités du syndicat qui gère l'eau potable et l'assainissement pour le compte des communes : « *donner satisfaction aux usagers, améliorer la facturation, réduire les effectifs notamment par la mise en place de départs volontaires à la retraite et régler les problèmes d'assainissement* ». Un « *audit organisationnel et fonctionnel* » est également prévu, une annonce qui confirme la nécessité d'un reset.

Dans ce paysage contrasté, Patrick Saint-Martin a lui vu le verre à moitié plein. « *La qualité de l'eau potable en Guadeloupe était plutôt bonne* », avec « *un pourcentage de 92,5 % pour ce qui concerne la conformité* » s'est-il réjoui. Satisfait mais vigilant, le garant de la sécurité sanitaire de l'eau a cependant rappelé que « *les fermiers, les producteurs d'eau, doivent procéder eux-mêmes au contrôle de la qualité de l'eau qu'ils distribuent et mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires pour ramener la qualité de l'eau* ». La rigueur de l'ARS s'est exprimée sur le chlordécone, avec l'exigence d'un « *suivi plus rigoureux des changements des filtres de charbon actif* ».

C'est finalement le préfet, Thierry Devimeux, qui a livré le diagnostic le plus sévère, et recentré la présentation sur les urgences absolues. Thierry Devimeux a commencé par un constat cinglant : « *La Guadeloupe est au niveau du Guyana au niveau de l'assainissement et de l'eau potable. Ce qui n'est pas une référence* ». Saluant une « *amélioration timide mais sûrement fragile de la ressource* » le préfet a confirmé vouloir donner la priorité à la réparation des fuites et a introduit l'urgence de la mise aux normes de l'assainissement collectif.

Tout a son rôle ultime de contrôleur de l'action publique sur le territoire, c'est sur le volet assainissement que les propos du représentant de l'État ont été les plus édifiants. Selon lui, une surveillance sérieuse doit être mise en place pour les 18 stations d'épuration de la Guadeloupe. Huit d'entre elles peuvent être considérées comme non conformes aux normes en vigueur et risquent de faire l'objet d'un contentieux européen.

Quant à l'assainissement individuel, le sujet est tout aussi préoccupant. « 56 % des foyers utilisent un assainissement non collectif. Il est impossible de savoir si les équipements sont aux normes. Seules 1,7 % des maisons ont été contrôlées », a déploré le préfet. « C'est une pollution silencieuse qui s'installe », a-t-il alerté. Thierry Devimeux a également annoncé qu'en 2026, il faudrait redoubler d'efforts pour remettre aux normes la zone pointoise. Il a précisé que le projet de reconstruction de la ville imposait la remise aux normes du sous-sol, indiquant que 10 millions d'euros ont déjà été fléchés dans cet objectif.

Enfin, il a ajouté que « la situation sur l'eau potable est préoccupante, mais nous ne pouvons pas non plus négliger l'aspect assainissement. Nous allons redéployer des fonds européens sur l'assainissement. »

Entre plans de transformation, vigilance sanitaire et sévère rappel à l'ordre des priorités, la route vers une gestion efficace de l'eau en Guadeloupe est encore longue.

L'info n'a pas de prix, mais elle a un coût. Vous venez de lire un article en accès libre. Pour que perdure un journalisme de qualité, abonnez-vous ici ou, si vous préférez, faites un don ici.

